

Je crois que là encore nous avons la possibilité de prouver que les méthodes que nous avons élaborées entre nous sont efficaces et pratiques et, par conséquent, d'amener d'autres pays à s'en inspirer. C'est ainsi que, lorsque nombre de Canadiens — et j'en suis —, se demandent parfois si leur pays n'est pas trop désintéressé à l'égard de l'aide extérieure qu'il délie, de plus en plus, de toute obligation, de toute allégerie idéologique (peut-être plus que tout autre pays), nous établissons une distinction utile entre l'aide aux pays en développement et notre désir de les voir évoluer d'une certaine manière, vers une forme particulière de gouvernement démocratique par exemple. Ce faisant, nous gagnons, en effet, le respect de ces pays et les rendons plus réceptifs à l'influence légitime que nous cherchons à exercer sur eux. Ils sont plus ouverts sur les questions qui nous intéressent, sont davantage portés à respecter et appuyer notre point de vue, car, en termes très directs, nous n'avons pas cherché à les leur imposer, à les leur faire "avalier". Je veux donc encourager le plus possible les associations du Commonwealth qui oeuvrent dans le domaine de l'aide étrangère et, évidemment, tout particulièrement, le Secrétariat central qui, de Londres, coordonne leurs efforts.

Je pourrais m'étendre encore longtemps sur des points précis, mais je crains à maints égards de prêcher des convertis et je sais d'expérience que bon nombre d'entre vous en savez davantage que moi sur ces questions.

J'aimerais revenir, pour conclure, à cette question de la prolifération des organisations et au danger que le Commonwealth soit pris dans un enchevêtrement qui lui fasse perdre son utilité ou, du moins, qui l'anémie considérablement.

Je crois que nous ne pourrions éviter ce piège qu'en nous fixant les objectifs clairement définis dont j'ai parlé. Je suis inquiet quand j'entends des porte-parole du Commonwealth — et je parle ici de porte-parole venant de différents pays du Commonwealth — proposer diverses initiatives dont certaines, à mon avis, si elle ne sont pas entièrement étrangères à la notion même du Commonwealth, menacent du moins son existence. A cet égard, j'incite tous ceux d'entre vous qui participent d'une façon quelconque aux travaux des divers organismes du Commonwealth à s'assurer que les critères d'efficacité et de "crédibilité" que j'ai déjà évoqués soient effectivement ceux qui gouvernent notre action. Je crois également qu'il importe que les membres du Commonwealth soient prêts à s'opposer à l'oppression et à la tyrannie qui se manifestent au sein même du Commonwealth. Il est arrivé par le passé que, craignant de perdre des appuis ou de susciter des tensions entre les membres, on ait été peu enclin à faire les déclarations sans détours et fondées sur des principes moraux en faveur desquelles je me suis prononcé tout à l'heure. Nous savons tous que certains membres du Commonwealth ne sont pas sans reproche. Je suis heureux de pouvoir dire qu'ils ne sont pas nombreux, mais nous devons être tout aussi vigilants en ce qui concerne les membres de notre organisation et tout aussi disposés à dénoncer des actes répréhensibles de leur part que s'il s'agissait de pays avec lesquels nous n'avons pas des liens aussi directs.

Le Canada se sent profondément engagé vis à vis du Commonwealth. Il y croit très fermement. Il y voit un instrument pratique. Ainsi que l'a dit Sonny Ramphal je crois,